

- 
- **Ban Ki-moon lance de Tokyo un appel à la Birmanie**
  - **Visite à haut risque de Ban Ki-moon en Birmanie**
  - **U2 encourage une manifestation masquée**
- 

### **Ban Ki-moon lance de Tokyo un appel à la Birmanie**

*AFP\_30 juin 2009*

Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé mardi à Tokyo la Birmanie à libérer tous les prisonniers politiques et la Corée du Nord à s'abstenir de toute action risquant d'aggraver la situation dans la région.

M. Ban est arrivé en fin d'après-midi au Japon pour une visite de trois jours, avant de se rendre vendredi et samedi en Birmanie pour évoquer le sort de la dissidente Aung San Suu Kyi. Les dirigeants birmans "doivent relâcher tous les prisonniers politiques, y compris Aung San Suu Kyi", a dit M. Ban, au cours d'une conférence de presse commune à l'issue de ses entretiens avec le ministre japonais des Affaires étrangères, Hirofumi Nakasone.

La junte birmane "doit immédiatement relancer le dialogue entre le gouvernement et les dirigeants de l'opposition", a-t-il ajouté. Aung San Suu Kyi, 64 ans, prix Nobel de la Paix, est actuellement jugée pour avoir violé les règles de son assignation à résidence en hébergeant, les 4 et 5 mai, un Américain qui avait réussi à gagner à la nage sa demeure située au nord du lac Inya, à Rangoun. Elle est passible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans, ce qui l'exclurait du paysage politique pendant les élections de 2010.

Les autorités japonaises sont également préoccupées par les risques de prolifération nucléaire et la police de Tokyo vient d'arrêter trois hommes qui tentaient d'exporter du matériel sensible vers la Birmanie pour le compte d'une société nord-coréenne. Les liens entre la junte militaire birmane et le régime communiste de Pyongyang sont sous le feu des projecteurs depuis que des responsables américains ont révélé qu'un navire nord-coréen soupçonné de transporter des armes faisait apparemment route vers la Birmanie.

Le Japon a en revanche toujours conservé des relations amicales avec la Birmanie, dont il était encore récemment le principal pourvoyeur d'aide. Tokyo a toutefois réduit de façon drastique l'aide au développement en faveur de ce pays en raison de ses violations des droits de l'Homme, surtout depuis que la junte a écrasé dans le sang des manifestations pour la démocratie en 2007.

---

### **Visite à haut risque de Ban Ki-moon en Birmanie**

*Le Monde\_30 juin 2009*

Bien qu'il craigne que sa visite en Birmanie tourne à l'avantage de la junte, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a décidé, lundi 29 juin, de se rendre dans le pays, les 3 et 4 juillet, pour réclamer la libération des prisonniers politiques, la reprise du dialogue avec l'opposition et l'organisation d'élections crédibles.

"C'est une visite à haut risque", reconnaît un proche du secrétaire général. En dépit d'intenses tractations, M. Ban n'a pas obtenu la garantie de pouvoir rencontrer l'opposante Aung San Suu Kyi, qui a passé son 64e anniversaire dans la sinistre prison d'Insein, à l'extérieur de Rangoun.

Selon plusieurs sources, les généraux birmans disent craindre qu'une rencontre de Ban Ki-moon avec Aung San Suu Kyi, avant son jugement, soit perçue comme une tentative de peser sur le cours de la justice. Ils ne veulent pas donner l'impression de céder aux pressions internationales et n'auraient "pas osé" transmettre la demande d'entretien au numéro un du régime, le général Than Schwe, de peur d'être mal vus.

L'envoyé spécial de M. Ban, Ibrahim Gambari, qui est revenu le 27 juin d'une visite "exploratoire" de deux jours en Birmanie, aurait toutefois obtenu des garanties en termes d'accès du secrétaire général de l'ONU aux opposants, aux minorités et aux ONG.

Sa rencontre avec le ministre des affaires étrangères, Nyan Win, a été "bonne", selon un conseiller, et il aurait reçu des engagements concernant le sort de certains prisonniers politiques. M. Ban "veut être sûr d'obtenir des résultats tangibles", explique toutefois un haut fonctionnaire. Il ne veut pas "revenir au statu quo ante, avec une nouvelle mise en résidence surveillée d'Aung San Suu Kyi", ajoute-t-il.

La Chine, soutenue par la Russie et plusieurs pays de la région, pousse depuis plusieurs mois Ban Ki-moon à se rendre en Birmanie, sans conditions. Les pays occidentaux sont plus sceptiques. Selon des sources diplomatiques, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, favorables au principe d'une rencontre, jugent le moment, trop proche d'une possible condamnation de Mme Suu Kyi, mal choisi. La France a, elle, "de fortes réserves". L'organisation Human Rights Watch, qui a jugé que la visite de M. Ban au Sri Lanka, fin mai, avait été un échec, a également mis le secrétaire général de l'ONU en garde contre les risques de manipulation.

Critiqué ces derniers mois dans la presse pour son manque d'influence sur la scène internationale, M. Ban, qui a longuement hésité avant d'annoncer sa décision, "craint que la visite porte un coup à son image", admet un fonctionnaire de l'ONU. Mais "il n'y a pas qu'Aung San Suu Kyi", estime un collaborateur, et "il est temps que quelqu'un puisse parler directement à Than Shwe de toutes les questions difficiles - les élections, les prisonniers, l'accès humanitaire -, et M. Ban est le seul à pouvoir le faire".

## **U2 encourage une manifestation masquée**

*U2 France - Paris, France\_27 juin 2009*

U2 s'apprête à partir en tournée avec la U2360° et demande à ses fans de se souvenir de la leader birmane élue démocratiquement, Aung San Suu Kyi en portant un masque à son effigie.

"U2 croit que le monde se doit de ne pas oublier Aung San Suu Kyi et chaque soir de la tournée 360, les fans sont invités à porter un masque lorsque le groupe jouera 'Walk On,' qui a été écrit pour elle", affirme le site officiel du groupe aujourd'hui. "Portez-le avec des milliers d'autres lorsque Larry [Mullen, Jr., batterie] et Edge [guitare] attaquerons les premiers accords de 'Walk On.'" Un masque téléchargeable est disponible sur le site avec les instructions mais il faut avoir le logiciel Adobe Acrobat Reader pour pouvoir imprimer le fichier. "Portez-le au travail ou au lycée", peut-on lire sur un post figurant sur le site. "Portez-le dans le bus ou dans le train. Portez-le au pub ou dans les magasins. Et n'oubliez pas, emmenez-le au concert de U2."

Suu Kyi est lauréate du Prix Nobel de la Paix et a remporté les élections en Birmanie en 1990, mais la junte militaire a refusé d'accepter les résultats. Elle a passé la majeure partie de ces 19 dernières années assignée à résidence surveillée. Suu Kyi a récemment été jugée pour avoir violé les termes de son assignation à résidence surveillée après qu'un visiteur non invité ait traversé à la nage le lac Inya à Yangon, Birmanie pour se rendre chez elle par deux fois. Ce procès a été largement récrié et traité d'imposture par les Nations Unies et les pays de l'ouest.

## **- Un médiateur de l'ONU en Birmanie - Reprise du procès d'Aung San Suu Kyi**

### **Un médiateur de l'ONU en Birmanie**

*AFP\_26 juin 2009*

L'envoyé spécial des Nations unies Ibrahim Gambari est arrivé aujourd'hui en Birmanie pour préparer le terrain à une éventuelle visite du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a constaté un journaliste de l'AFP. M. Gambari doit séjourner jusqu'à samedi à Rangoun où il doit rencontrer des représentants du ministère des Affaires étrangères, selon des responsables birmans. Avant cela, il doit se rendre vendredi en fin de journée à Naypyidaw, nouvelle capitale administrative située dans le centre du pays pour des discussions avec des responsables du régime, selon la même source.

Dans l'immédiat, il n'est pas prévu que M. Gambari rencontre la lauréate du prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi, emprisonnée depuis le 14 mai pour avoir enfreint les règles de son assignation à résidence en recevant un Américain, selon ces responsables birmans. Un procès a été intenté à Mme Suu Kyi, qui est passible de cinq ans de prison, mais les autorités semblent avoir ralenti le processus de jugement en raison de la véhémence des réactions internationales.

Son procès doit de poursuivre vendredi à la prison de Insein, a indiqué Nyan Win, son avocat et porte-parole de sa formation d'opposition, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), qui ne savait pas si M. Gambari rencontrerait Mme Suu Kyi.

"Comme lors de sa précédente visite, il (M. Gambari) pourrait rencontrer Aung San Suu Kyi mais nous ne disposons pas encore de l'information", a déclaré Nyan Win à l'AFP. L'ONU n'a cessé d'exiger la libération de tous les prisonniers politiques en Birmanie, y compris de Mme Suu Kyi, ainsi qu'une démocratisation du système politique. Ces efforts n'ont, pour l'instant, abouti à aucun résultat tangible.

Ibrahim Gambari rendra compte des résultats de sa nouvelle mission à Ban Ki-moon qui décidera si les conditions sont réunies pour qu'il se rende en Birmanie dans la foulée d'un séjour qu'il doit effectuer au Japon du 30 juin au 2 juillet. M. Ban était déjà venu en Birmanie en mai 2008, mais l'objet de cette mission avait été strictement limité, par les autorités birmanes, aux efforts humanitaires après le passage du cyclone Nargis (138.000 morts). De puissants appels se sont multipliés à travers le monde pour obtenir l'arrêt du procès de Mme Suu Kyi et sa libération inconditionnelle. Elle a été privée de liberté pendant plus de 13 des 19 dernières années.

Une condamnation l'écarterait du paysage politique, alors que la junte veut organiser des élections controversées l'année prochaine. L'armée est au pouvoir depuis 1962 en Birmanie.

-----  
**Reprise du procès d'Aung San Suu Kyi**

*RFI\_25 juin 2009*

Les audiences du procès de l'opposante birmane devaient reprendre ce vendredi. La lauréate du prix Nobel de la paix est accusée d'avoir laissé un Américain pénétrer chez elle en violation de son assignation à résidence. La junte birmane peaufine son dossier d'accusation autour de cet homme qu'elle définit comme l'acteur clé de l'incident.

John Yettaw est américain, mormon, ex-militaire, il a réussi de façon rocambolesque à rendre visite à Aung San Suu Kyi en traversant à la nage le lac qui borde la maison de l'opposante birmane. C'était en mai dernier. La prix Nobel de la paix est aujourd'hui accusée par les autorités birmanes de l'avoir laissé pénétrer dans sa résidence surveillée. Elle est passible pour cela de 5 années de prison. Le procès d'Aung San Suu Kyi reprend donc ce vendredi et la junte peaufine son dossier d'accusation.

Après avoir laissé entendre que John Yettaw était un agent secret, puis le petit ami de l'opposante, le régime militaire affirme aujourd'hui que l'homme a des liens avec des groupes d'opposants basés en Thaïlande et qu'il est l'acteur-clé d'un procès qui s'est déroulé pour l'essentiel à huis clos avec les dépositions de quatorze témoins pour l'accusation et deux pour la défense.

Un procès qui a suscité de nombreuses réactions indignées de la communauté internationale. Pour autant la junte semble durcir le ton, à la veille de la visite en Birmanie du médiateur de l'ONU, Ibrahim Gambari qui doit préparer une éventuelle visite de Ban Ki-moon à Rangoon le mois prochain. Les Nations unies exigent depuis des années la libération de tous les prisonniers politiques birmanes y compris Aung San Suu Kyi. Sans résultat pour l'instant. Aung San Suu Kyi estime que ce procès est un prétexte pour la maintenir en détention jusqu'aux prochaines élections promises pour l'année prochaine par le régime birman.

-----  
**- L'émissaire de l'ONU en Birmanie cette semaine  
- Ce «crétin» qui a renvoyé Aung San Suu Kyi en prison**

-----  
**L'émissaire de l'ONU en Birmanie cette semaine**

*AP\_22 June 2009*

L'émissaire spécial des Nations unies pour la Birmanie se rend sur place cette semaine, pour préparer le terrain à une éventuelle visite du secrétaire général de l'organisation, a-t-on appris lundi de sources diplomatiques occidentales. Ibrahim Gambari sera en Birmanie de jeudi à samedi, pour préparer une visite de Ban Ki-moon début juillet, a précisé ce diplomate s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

La visite n'a pas été confirmée côté birman. Le secrétaire général de l'ONU pourrait se rendre en Birmanie dans la foulée de son déplacement au Japon, du 30 juin au 2 juillet. Ces déplacements onusiens interviennent à un moment particulièrement délicat, en raison du procès fait par la junte militaire à l'opposante Aung San Suu Kyi. La dirigeante de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) a été emprisonnée pour avoir, selon la junte, violé les conditions de son assignation à résidence en recevant un visiteur américain non-annoncé.

Son procès a déclenché un tollé dans la communauté internationale, qui dénonce l'utilisation de l'incident pour garder la dame de Rangoon derrière les barreaux pendant les élections prévues l'année prochaine. Le procès doit reprendre le 26 juin. Aung San Suu Kyi, qui a passé plus de 13 des 19 années en détention sans jugement, la plupart du temps assignée à résidence, risque cinq ans de prison.

-----  
**Ce «crétin» qui a renvoyé Aung San Suu Kyi en prison : Birmanie.** *John Yettaw a rejoint à la nage la maison de l'opposante.*

*Liberation\_24 June 2009*

En Birmanie, les plus ironiques parlent du «nageur», les plus francs du «crétin». Et tous comprennent. John Yettaw a tout perdu et tout gâché. Ses palmes de pacotille, sa liberté et, surtout, la possible libération d'Aung San Suu Kyi qui arrivait, fin mai, au terme de sa détention. Dans la nuit du 3 au 4 mai, cet Américain de 53 ans a traversé à la nage le lac Inya dans le très surveillé nord de Rangoun, avant de gagner la maison de la dissidente birmane.

A cause de lui, la Prix Nobel de la paix encourt à nouveau cinq ans de prison pour avoir violé son assignation à résidence de 2003. Elle qui a déjà été privée de liberté pendant treize des dix-neuf dernières années. La pathétique performance de John Yettaw, passée un premier temps inaperçue aux yeux et à la barbe des cerbères birmans, lui vaut aujourd'hui d'être poursuivi pour entrée illégale dans une zone interdite et atteinte aux lois de l'immigration. «Il pourrait écoper au maximum de onze ans de prison, avant d'être extradé», confie son avocat birman, Khin Maung Oo.

«Vision». Selon le juriste mandaté par l'ambassade des Etats-Unis, Yettaw n'est pas vraiment rongé par le regret. «Il est très heureux d'avoir accompli cette mission que lui a confiée Dieu.» «Il a réussi à sauver» la «Dame de Rangoun». Car John Yettaw a eu une «vision». «Pour éviter qu'Aung San Suu Kyi soit assassinée par des terroristes, il est venu à Rangoun la prévenir qu'elle n'était pas assez protégée», explique Khin Maung Oo. Résultat de son équipée : la dissidente a été incarcérée à la sinistre prison d'Insein, où croupissent déjà 2 100 prisonniers politiques, dans le nord de l'ancienne capitale birmane.

Depuis des mois, la junte se creusait la tête pour contenir Aung San Suu Kyi et la priver de toute participation aux élections controversées de 2010. Le «nageur» lui a servi sur un plateau le prétexte idéal pour embastiller un peu plus longtemps la Dame. Peu disserte, l'ambassade des Etats-Unis à Rangoun martèle qu'elle n'a «aucun lien» avec son ressortissant et renvoie vers son avocat. Un diplomate américain se contente de dire qu'il a été «surpris comme tout le monde par cette personne qui agissait pour son propre compte». Dans les heures qui ont suivi son arrestation, les rumeurs sur une possible motivation politique ont fait florès. Sans convaincre.

L'épopée de Yettaw relève plutôt de l'illumination solitaire. En avril, ce père de 7 enfants résidant dans le Missouri avait confié à son ex-femme qu'il se rendait en Asie afin d'écrire un article sur le pardon pour une revue de psychologie. Avant de passer en Birmanie, John Yettaw indiquait à des groupes d'opposants basés en Thaïlande qu'il préparait un «livre religieux sur l'héroïsme». Mormon, membre de l'Eglise de Jésus Christ des saints des derniers jours, Yettaw est entré en Birmanie avec un visa de touriste. En novembre, il avait déjà tenté de rentrer en contact avec la leader de l'opposition birmane pour lui remettre une Bible.

Défaillance. Lors des premières audiences de son procès, Aung San Suu Kyi a d'ailleurs précisé avoir informé les autorités de cette première visite. «La raison de base de cette affaire est la défaillance ou l'échec de la sécurité, a dénoncé la dissidente, qui refuse d'être tenue responsable de l'intrusion de cet homme dans sa résidence. Aucune action n'a été entreprise pour la sécurité, mais c'est moi qui ai été inculpée.» L'avocat Khin Maung Oo tente de trouver un sens aux agissements de son client. Il évoque un «désordre et un stress post-traumatique. Il est également atteint de diabète, d'épilepsie et d'une maladie de cœur».

-----  
**- Parlementaires amis de la Birmanie: Aung San Suu Kyi passera son soixante-quatrième anniversaire passé à la prison d'Insein**

**- Birmanie: Aung San Suu Kyi passe son 64e anniversaire en prison**

**- Ban appelé à s'engager pour les prisonniers politiques birmans**

**- Le parlement indien appelle à la libération d'Aung San Suu Kyi**

-----  
**Parlementaires amis de la Birmanie (PAB)**

**Larry Bagnell, Chair**

**Communiqué:**

Aung San Suu Kyi passera son soixante-quatrième anniversaire passé à la prison d'Insein

**Le 18 Juin 2009**

**Pour diffusion immédiate**

**Contact pour les médias : (613) 995 9368**

**Larry Bagnell, président des Parlementaires amis de la Birmanie** souhaite un joyeux anniversaire à Daw Aung San Suu Kyi à l'occasion de son 64<sup>e</sup> anniversaire, le 19 juin. « Je suis triste de devoir envoyer mes vœux d'anniversaire à Daw Aung San Suu Kyi en prison », a expliqué M. Bagnell.

Le jeudi 14 mai, Aung San Suu Kyi et deux autres ont été conduites à la prison Insein, après avoir été arrêtées et accusées pour sa présumée participation dans l'affaire d'un homme ayant traversé le lac à la nage et s'étant introduit sur les lieux. Aung San Suu Kyi risque une peine d'emprisonnement de cinq ans si elle est condamnée à son procès, prévu le 26 juin.

« Son arrestation par la Junte militaire est totalement bidon, a-t-il poursuivi, et, encore une fois, je prête ma voix aux milliers, voire aux millions, de personnes qui exigent leur libération. »

Les **Parlementaires amis de la Birmanie** réunissent des députés et des sénateurs de tous les partis présents au Parlement du Canada.

-----

**Birmanie: Aung San Suu Kyi passe son 64e anniversaire en prison**

*AFP\_18 juin 2009*

Mme Aung San Suu Kyi, dirigeante de l'opposition birmane, a passé vendredi son 64e anniversaire en prison, alors que de puissants appels se multipliaient à travers le monde pour obtenir l'arrêt de son procès et sa libération. Nyan Win, porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a déclaré s'être rendu à la prison d'Insein, au nord de Rangoun, pour y apporter un plat à base de riz épicé, un gâteau d'anniversaire au chocolat et des fleurs.

"Elle a demandé de la nourriture" pour la partager avec des gardiens, a-t-il indiqué à l'AFP, précisant que le régime militaire n'avait autorisé aucune visite. Mme Suu Kyi, secrétaire générale de la LND et seule lauréate du Prix Nobel de la paix à être privée de liberté, a été transférée le 14 mai à Insein pour avoir, selon les autorités, enfreint les règles de son assignation à résidence en recevant un Américain. Le "procès-spectacle" intenté à Mme Suu Kyi, selon l'expression du président Barack Obama, a suscité une vive indignation internationale et ses nombreux admirateurs à travers le monde se sont mobilisés à l'occasion de son anniversaire pour exiger sa libération "immédiate et sans condition".

A Rangoun, les mesures de sécurité avaient été renforcées autour du siège de la LND où quelque 300 militants ont fait des offrandes de nourriture à des moines bouddhistes avant de procéder à un lâcher de 64 colombes et ballons, et de souffler des bougies, sans elle, ont indiqué des témoins. Ce n'est pas la première fois que leur dirigeante est absente le jour de son anniversaire car elle a été privée de liberté pendant plus de 13 des 19 dernières années.

La LND avait remporté une victoire écrasante à des élections en 1990, mais les généraux avaient refusé d'honorer les résultats et Mme Suu Kyi a souvent été détenue depuis. Aujourd'hui, elle est passible de cinq ans de prison et risque de ce fait d'être écartée du paysage politique, alors que la junte veut organiser des élections controversées l'année prochaine. L'armée est au pouvoir depuis 1962 en Birmanie et ne tolère aucune contestation.

Un représentant du régime a annoncé vendredi qu'une haute cour examinerait mercredi prochain un appel déposé par les avocats de Mme Suu Kyi en vue de la comparution de deux témoins de la défense qui avaient été initialement exclus du procès. Des diplomates sont convaincus que les retards dans l'annonce d'un verdict sont liés à l'embarras des autorités face à la véhémence des réactions internationales.

Des informations circulent depuis le mois dernier sur une possible visite du secrétaire général de l'ONU en Birmanie début juillet, mais elles n'ont été confirmées ni par les Nations unies, ni par le régime. Selon l'agence Kyodo, Ban Ki-moon pourrait se rendre en Birmanie juste après une visite au Japon du 30 juin au 2 juillet. A l'occasion du 64e anniversaire de Mme Suu Kyi, Américains et Européens se sont mobilisés en faveur de la libération de "la Dame" de Rangoun, souvent comparée au Sud-Africain Nelson Mandela.

A Washington, le département d'Etat a réclamé la libération "immédiate" de la prix Nobel, saluant une femme "qui a consacré sa vie à obtenir un changement démocratique et le progrès en Birmanie". A Bruxelles, les dirigeants de l'Union européenne devaient appeler vendredi les autorités birmanes à "libérer immédiatement et sans condition" Mme Suu Kyi et les menacer sinon d'éventuelles nouvelles sanctions, dans un texte calibré en 64 mots pour fêter son 64e anniversaire.

Des personnalités -- parmi lesquelles l'avocate iranienne Shirin Ebadi, le footballeur anglais David Beckham, les acteurs américains George Clooney et Julia Roberts, l'ex-Beatles Paul McCartney et le rockeur Bono-- se sont également mobilisées via internet (<http://www.64forsuu.com>) pour apporter leur soutien à Mme Suu Kyi.

-----  
**Ban appelé à s'engager pour les prisonniers politiques birmans**

*Romandie\_18 juin 2009*

Une pétition signée par 670 000 personnes a été adressée mardi au secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon. Elle entend faire pression sur lui afin qu'il s'engage personnellement pour obtenir de la junte birmane la libération de ses prisonniers politiques. Le texte appelle Ban et son envoyé spécial en Birmanie, Ibrahim Gambari, à s'assurer de la libération d'Aung San Suu Kyi, figure de proue de l'opposition démocratique, et des autres prisonniers politiques. "La libération de tous les prisonniers politiques est le premier pas et le plus important vers la liberté et la démocratie en Birmanie", dit le texte.

La porte-parole de l'Onu Michele Montas a confirmé que Ban avait reçu cette pétition. "Nous, les soussignés, appelons le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon à faire de la libération de tous les prisonniers politiques de Birmanie une priorité personnelle", poursuit le texte. Les initiateurs de la pétition ont affirmé avoir obtenu 670 000 signatures dans 220 pays, dont celle de l'ancien président tchèque Vaclav Havel. La vice-présidente de l'Union des femmes birmanes, Khin Omar, et les anciens prisonniers politiques Tate Naing et Aung Din font partie du groupe à l'origine de cet appel.

Quelque 2100 prisonniers politiques sont détenus par la junte birmane. Depuis octobre dernier, 350 personnes ont été condamnées à des peines allant jusqu'à 104 années de prison. La lauréate du Nobel de la paix Aung San Suu Kyi est jugée actuellement pour violation des termes de son assignation à résidence. Le procès doit reprendre le 26 juin. Elle encourt cinq ans de prison.

-----  
**Le parlement indien appelle à la libération d'Aung San Suu Kyi**

*NTDTV\_16 juin 2009*

Plus de cent parlementaires indiens ont pressé le Premier ministre et le Ministère des Affaires étrangères d'intervenir auprès de la junte militaire en Birmanie. Le forum des parlementaires indiens pour la démocratie en Birmanie (IPFDB) est en train de présenter une pétition appelant à libérer la militante démocrate, Aung San Suu Kyi.

« Nous écrivons au Premier ministre, nous écrivons au ministre des Affaires étrangères et nous essayerons de soulever cette question chaque fois que cela sera possible au forum du parlement. »

Le Parlementaire Sharad Joshi a ajouté que c'est important de sensibiliser le public en Inde sur le manque de démocratie en Birmanie. Aung San Suu Kyi a été assignée en résidence surveillée pendant vingt ans depuis sa victoire aux élections présidentielles de Birmanie. Aujourd'hui, la lauréate du prix Nobel de la paix est confrontée à un procès prétendant qu'elle aurait violé le règlement de sa résidence surveillée. La junte militaire l'accuse d'avoir abrité un citoyen américain alors que celui-ci s'était rendu illégalement à sa demeure.

-----  
**- Etats-Unis: assouplissement des sanctions contre la Birmanie**

**- Aung San Suu Kyi dénonce un «procès politique»**

## **- Nicolas Sarkozy et Angela Merkel fustigent la junte birmane**

---

### **Etats-Unis: assouplissement des sanctions contre la Birmanie**

*De Associated Press\_11 juin 2009*

Les Etats-Unis pourraient envisager d'assouplir leur politique d'isolement économique et politique de la junte militaire au pouvoir en Birmanie, a déclaré mercredi au Sénat le diplomate Kurt Campbell. Tout dépendra du procès en cours contre Aung San Suu Kyi.

Le diplomate américain en charge des questions Asie-Pacifique au Département d'Etat a souligné qu'il était "très difficile d'aller de l'avant", "de tendre la main" à la Birmanie, alors que se tient le procès de l'opposante et prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, qui risque jusqu'à cinq ans de prison. Il s'est exprimé devant des parlementaires, lors de son audition d'entrée en fonctions au Sénat.

---

### **Aung San Suu Kyi dénonce un «procès politique»**

*24 Heures\_11 juin 2009*

L'opposante birmane estime que son procès pour infraction aux règles de son assignation à résidence vise à l'empêcher de se porter candidate aux élections multipartites. «Aung San Suu Kyi nous a dit que le procès et les charges retenues contre elle avaient des motivations politiques», a expliqué Nyan Win, ajoutant qu'elle lui avait enjoint, ainsi qu'à ses collègues, d'«explorer toutes les voies légales» pour obtenir une victoire dans cette affaire.

La lauréate du Nobel de la paix risque trois à cinq ans de prison pour infraction à une loi sur la sécurité intérieure. Elle a été arrêtée au moment où prenait fin sa période d'assignation à résidence. Elle est accusée d'avoir laissé entrer chez elle un Américain, qui a nagé jusqu'à sa villa et séjourné chez elle pendant deux jours.

L'opposante birmane doit comparaître à nouveau vendredi, alors que ses avocats s'efforcent de faire revenir le tribunal sur sa décision de récuser deux témoins de la défense. Aucune date n'a été fixée pour le verdict qui ne cesse d'être retardé en raison de la véhémence des réactions internationales, selon des diplomates. Les chancelleries occidentales ont qualifié le procès de Mme Suu Kyi de «farce» visant à justifier son maintien en détention.

---

## **Nicolas Sarkozy et Angela Merkel fustigent la junte birmane**

*Reuters\_11 juin 2009*

### **NICOLAS SARKOZY ET ANGELA MERKEL FUSTIGENT LA JUNTE BIRMANE**

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont dénoncé l'attitude de la junte birmane à l'égard du prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi, accusée d'avoir violé les conditions de son assignation à résidence et actuellement jugée à Rangoun.

Lors d'une conférence de presse commune avec la chancelière allemande, le président français a déclaré qu'Angela Merkel et lui-même étaient "très préoccupés" par le sort de cette femme de 63 ans, figure emblématique de l'opposition birmane. "J'ai essayé de la joindre au téléphone dans les jours passés. La junte birmane a refusé que j'aie ce contact", a-t-il raconté. "Je déplore très profondément cette attitude et nous avons décidé, Mme Merkel et moi, de faire état de notre très grande inquiétude devant cette attitude invraisemblable."

Il a estimé que la condamnation de Aung San Suu Kyi, qui risque cinq ans de prison, semblait "hélas, inéluctable" et précisé que la France et l'Allemagne demanderaient l'aide de la Chine et de l'Inde. "Nous invitons tous nos partenaires dans la région, notamment les Indiens et les Chinois, à nous aider pour que Aung San Suu Kyi se voie traiter convenablement en termes de respect des droits de l'homme, et la France et l'Allemagne cherchent les meilleurs moyens de lui venir en aide", a renchéri la chancelière allemande.

---

### **- Birmanie: des milliers de Karens fuient des bombardements**

### **- Les appels à la libération de Suu Kyi menacent la sécurité nationale**

### **- Le régime birman a "peur"**

## **- Prison Insein :silence, on tue !**

---

### **Birmanie: des milliers de Karens fuient des bombardements**

*AP\_7 Juin 2009*

Plus de 3.000 villageois de l'ethnie karen fuient depuis vendredi l'est de la Birmanie en direction de la Thaïlande voisine en raison de bombardements de l'armée birmane, affirme dimanche l'ONG Free Burma Rangers.

D'après cette dernière, les réfugiés avaient commencé à quitter vendredi le camp de Ler Per Her dans l'Etat karen, avant qu'il ne soit bombardé samedi à coup d'obus de mortier lors de combats avec la guérilla karen. Les combattants de l'Union nationale karen (KNU) se battaient toujours dimanche avec l'armée birmane, selon l'ONG.

La tenue de ces combats a été confirmée par le général thaïlandais Tanongsak Apirakytin, gouverneur de la zone frontalière. Il a précisé que le flot de réfugiés avait débuté dès mercredi, tout en portant leur total à environ 1.200 personnes. Ces dernières se trouvent à une centaine de kilomètres au nord de la ville frontalière de Mae Sot (380km au nord-ouest de Bangkok).

La KNU se bat depuis un demi-siècle pour que le pouvoir central accorde plus d'autonomie à l'Etat karen, mais la guérilla a été affaiblie ces dernières années en raison des offensives gouvernementales et de dissensions internes. On estime qu'environ 100.000 réfugiés, essentiellement des Karens, se trouvent dans des camps en Thaïlande.

---

### **Les appels à la libération d'Aung San Suu Kyi menacent la sécurité nationale**

*AP\_6 juin 2009*

Un journal porte-voix de la junte militaire au pouvoir en Birmanie a accusé samedi les partisans d'Aung San Suu Kyi de nuire à la sécurité nationale et d'inciter au désordre en exigeant la libération de prison immédiate de l'opposante.

Le "Lumière nouvelle de la Birmanie" reproche aux partisans de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de qualifier d'illégale la détention de leur dirigeante, au motif que l'accusation est fondée sur une Constitution dépassée. Aung San Suu Kyi est détenue à la prison d'Insein à Rangoon. Elle est actuellement jugée pour violation des conditions de son assignation à résidence, après l'arrestation d'un Américain qui s'était introduit dans sa propriété.

La lauréate du prix Nobel de la paix a passé plus de 13 des 19 dernières années en détention, dont les six dernières assignée à résidence, sans procès. Elle était censée être libérée fin mai.

---

### **Le régime birman a "peur"**

*AFP\_3 juin 2009*

Les Etats-Unis ont regretté la poursuite du procès de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi "jugée pour avoir été polie", ce qui montre, selon eux, que le régime birman a "peur de son peuple". Les Etats-Unis veulent "promouvoir le concept d'intégration plutôt que d'isolation", a déclaré le nouveau directeur de la communication du département d'Etat, P.J. Crowley, au cours d'un point de presse.

"Ce que nous souhaitons, ce sont des pays qui résolvent les problèmes et non ceux qui en provoquent, des pays qui donnent du pouvoir à leur peuple et non ceux qui les craignent", a-t-il ajouté.

"C'est indubitablement le cas de la Birmanie par exemple, où cette semaine une titulaire du prix Nobel de la Paix était jugée pour s'être montrée polie", a-t-il ajouté en référence au procès de Mme Suu Kyi, 63 ans, jugée pour avoir, selon la junte militaire, enfreint les règles de son assignation à résidence en communiquant avec un Américain qui s'est invité chez elle début mai après avoir traversé un lac à la nage. La question est de savoir "comment les pays vont se gouverner au 21e siècle", a poursuivi M. Crowley. "En fait, un pays comme la Birmanie, s'il veut réussir au 21e siècle, il faudra qu'il donne du pouvoir à son peuple", a-t-il ajouté.

"Il ne faut pas avoir peur de son propre peuple. Il faut promouvoir et échanger l'information, et non la cacher ou la restreindre". Les autorités birmanes accusent Mme Suu Kyi d'avoir "caché la vérité en n'informant pas les

autorités" de la présence chez elle d'un Américain et lui reprochent de lui avoir "permis de rester" et "offert de la nourriture et un toit".

-----  
**Prison Insein :silence, on tue !**

*AG\_03 juin 2009*

Décrite par des détenus comme "un enfer", synonyme de coups et de maladies, la prison Insein de Rangoun, où est actuellement jugée Aung San Suu Kyi, est la sinistre incarnation de la répression des généraux birmans. Plusieurs anciens détenus témoignent

Si la Prix Nobel de la Paix a été relativement bien traitée depuis son incarcération dans une soi-disante "guest house" attenante, la prison Insein, construite sous l'ancien Empire colonial britannique, représente pour des centaines d'autres prisonniers politiques la partie la plus noire du régime militaire. "C'est un enfer, où les gens souffrent vraiment. C'est une sorte de camp d'extermination silencieux", rapporte Bo Kyi à l'AFP. Après avoir participé à un soulèvement manqué d'étudiants en 1988, ce dernier y a passé sept ans. Plusieurs prisonniers politiques ont raconté les souffrances endurées lors de longues semaines d'interrogation, où ils étaient livrés aux mains des responsables de la prison. Bo Kyi relate comment, lors d'un de ces interrogatoires, il a été placé sur le ventre et fouetté avec une corde en caoutchouc. Après 150 coups de fouet, il s'est évanoui et s'est réveillé seul dans une cellule. Ensuite, il dit avoir été forcé de garder différentes positions pendant plusieurs heures, alors qu'il était enchaîné, avec une barre entre les jambes.

Selon l'ONU, la plupart des 2.100 prisonniers politiques incarcérés dans les prisons birmanes seraient détenus à la prison de haute sécurité Insein. On estime qu'au moins 139 d'entre eux sont morts en détention depuis 1988. La plupart des détails révélés sur les conditions d'incarcération à Insein proviennent d'anciens prisonniers. Mais un rapporteur spécial de l'ONU en Birmanie, Tomas Okea Quintana, a pu visiter la prison pendant quatre heures en février et rencontrer des détenus. Il rapporte que nombre d'entre eux souffrent d'un manque de soins médicaux (voir plus bas : Des soins médicaux déplorables).

L'ancien prisonnier Aung Myo Naing, qui a passé plus de huit ans à Insein, raconte que les cellules, de 2m50 sur 3m50, sont simplement équipées de deux couches en bambou et de deux sceaux sans couvercle en guise de toilettes. "La Prison Insein est un camp de torture mortel", décrit l'homme de 41 ans, qui a été gardé 45 jours à l'isolement sans pouvoir lire, ni écrire, ni se laver.

D'anciens prisonniers ont raconté comment les détenus réussissaient à communiquer, en se faisant passer des messages sur des filtres à cigarette, cachés dans les trous des murs des cellules. Des pièces dont ils n'étaient autorisés à sortir que 15 minutes par jour pour la douche ; on ne leur fournissait en revanche aucun savon ni affaires de rechange. De nombreux prisonniers souffriraient aussi de malnutrition: leur ration quotidienne consiste en de l'eau bouillie avec quelques légumes, de la pâte de poisson et d'occasionnelles rations de viande accompagnées de riz trop cuit. L'eau n'est pas purifiée. Début 2006, le Comité international de la Croix-Rouge a suspendu ses visites à la prison Insein, en expliquant qu'il ne lui était plus possible de travailler de manière indépendante et impartiale.

A Insein, les maladies comme la tuberculose et l'hépatite B sont fréquentes ; les douleurs d'articulation, les problèmes de vue et les problèmes mentaux sont aussi répandus. Pourtant, l'accès à un docteur est difficile. "On vous donne de l'aspirine et un autre médicament pour le rhume, quelque soit votre maladie", explique Aung Myo Thein, dont le grand frère souffre aujourd'hui d'une grave dépression après un séjour à Insein.

En raison de l'utilisation de seringues non stériles, les traitements eux-mêmes peuvent s'avérer dangereux. Reporters Sans Frontières a dénoncé l'année dernière la transmission probable du virus HIV au poète Aung Than, un membre du parti d'Aung San Suu Kyi, à la suite d'une transfusion sanguine. D'autres détenus se sont pour leur part vu refuser l'accès aux soins et ont été transférés dans d'autres prisons du pays, à plusieurs centaines de kilomètres de leurs familles.

-----  
**- Yettaw, un homme "pieux" qui a agi seul, selon son avocat**

**- Total défend son maintien en Birmanie**

**- TOTAL EN BIRMANIE: Les verites tronquess de Christophe De Margerie**

-----

## **Yettaw, un homme "pieux" qui a agi seul, selon son avocat**

*AFP\_2 juin 2009*

John Yettaw, mormon américain qui a nagé début mai jusqu'à la demeure de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, est un homme "très sincère et pieux", qui n'a ni été payé ni n'a reçu d'ordre d'une quelconque organisation pour son action, a déclaré mardi son avocat.

Depuis l'ouverture le 18 mai du procès de Mme Suu Kyi qui est jugée pour avoir enfreint les règles de son assignation à résidence en communiquant avec M. Yettaw, des responsables de la junte militaire ont affirmé, sans apporter la moindre preuve, que le ressortissant américain pouvait être un "agent secret" ou le "petit ami" de l'opposante.

Mais son avocat Khin Maung Oo a déclaré à l'AFP que M. Yettaw, ex-militaire de 53 ans, était un homme "très sincère et pieux". Il était convaincu que Dieu lui avait donné pour "mission" d'alerter Mme Suu Kyi et le chef de la junte, le généralissime Than Shwe, après avoir eu "une vision" selon laquelle l'opposante "pourrait être assassinée par des terroristes". "Il n'est pas question qu'il ait agi sur instruction ou qu'une quelconque organisation l'ait payé", a dit Khin Maung Oo.

L'avocat a ajouté que des photos prises par John Yettaw au domicile de Mme Suu Kyi étaient destinées à être "montrées à sa fille, et non à être utilisées à des fins publicitaires ou à être transmises à quiconque". L'Américain "a coopéré avec le tribunal", a-t-il insisté. Comme Mme Suu Kyi, M. Yettaw est passible de cinq ans de prison s'il est condamné à l'issue de ce procès qui a suscité une vive indignation internationale. L'opposition birmane et les pays occidentaux soupçonnent le régime militaire de vouloir écarter "La Dame" de Rangoun du paysage politique alors que des élections nationales sont prévues l'année prochaine.

Le procès a été ajourné jusqu'à vendredi, jour où sont prévues les plaidoiries finales, mais il n'est pas exclu que l'annonce du verdict soit retardée. Kyi Win, l'un des avocats de Mme Suu Kyi, a annoncé mardi à l'AFP que la défense avait fait appel d'une décision la semaine dernière des juges de disqualifier trois des quatre témoins de la défense. "L'accusation a pu présenter 14 témoins et nous n'en avons eu qu'un jusqu'ici", a déploré Kyi Win.

Mme Suu Kyi n'a cessé de clamer son innocence, admettant seulement avoir accordé un "abri temporaire" à M. Yettaw pour des raisons "humanitaires". Elle a également dénoncé "la défaillance de la sécurité" autour de sa maison, située au bord d'un lac, et a qualifié de "partial" le nouveau processus judiciaire qui la vise.

-----

## **Total défend son maintien en Birmanie**

*AFP\_30 mai 2009*

Total estime devoir rester en Birmanie pour "mieux contribuer à l'amélioration du sort des birmans", tout en usant "de tout son poids" en faveur de la libération d'Aung San Suu Kyi, affirme le directeur général du pétrolier, Christophe de Margerie, samedi dans Le Monde.

"Pourquoi donc continuer à prôner le départ de Total, ce qui ne fera qu'appauvrir plus encore la population ?", écrit M. de Margerie, dans un texte destiné à l'actrice et chanteuse Jane Birkin, qui a reproché à Total de rester en Birmanie et donc de donner de l'argent à la junte birmane. Dans une lettre ouverte, également paru dans Le Monde, mardi, Mme Birkin avait "supplié" le patron de Total "d'intervenir auprès des gens influents" de la Birmanie, pour que cesse la détention du prix nobel de la paix et chef de l'opposition démocratique Aung San Suu Kyi.

"Nous usons de tout notre poids chaque fois que nous le pouvons, mais notre influence reste limitée, nos actions socio-économiques et le climat qui règne dans la région de nos opérations demeurent la meilleure caution de notre engagement", estime M. de Margerie. Il indique qu'une délégation de Total "s'est rendue dès la semaine dernière" à l'ambassade de Birmanie à Paris.

-----

## **TOTAL EN BIRMANIE : Les verites tronquess de Christophe De Margerie**

*Info Birmanie\_2 juin 2009*

Communiqué de presse

Info Birmanie souhaite apporter ses précisions suite à la tribune de Christophe de Margerie, directeur général de Total, publiée dans Le Monde des 31 mai et 1er juin 2009, et intitulée "Birmanie : Total répond à Jane Birkin". Notre association ne peut que constater la relative désinformation à laquelle se livre le groupe pétrolier, qui pourrait presque passer auprès du lecteur néophyte pour le bienfaiteur de la population birmane. Le texte aligne vérités tronquées et affirmations discutables.

Christophe de Margerie fait notamment l'impasse sur un certain nombre de faits :

interpellé sur la manne financière que constitue Yadana (projet gazier dont Total est l'opérateur) pour le régime militaire, il n'y répond simplement pas. Sa position de premier soutien financier de la junte birmane n'est sans doute pas, en terme d'image, à l'avantage du groupe pétrolier.

Si rien n'est chiffré des bienfaits amenés par Total et ses partenaires aux populations birmanes, ce n'est pas le fruit du hasard. 15 millions de dollars ont déjà été consacrés par ceux-ci à des projets sociaux en Birmanie. Mais l'ONG Earth Rights International, à l'origine de rapports de référence sur Yadana, a estimé que le projet gazier avait rapporté à la junte birmane près d'un milliard de dollars pour la seule année 2007. Or Christophe de Margerie l'admettait lui-même dans un entretien accordé au Monde le 6 octobre 2007 : "Total, pas plus que d'autres compagnies, ne peut demander au gouvernement ce qu'il fait de cet argent."

Rappelons que plus de 40% du budget de l'Etat birman est consacré aux dépenses militaires, contre 0,4% à l'éducation et à la santé. Aussi est-il permis de penser que les projets sociaux mis en place par Total et ses partenaires ne sauraient compenser les dommages résultant d'un apport de ressources de première importance au régime birman. En outre, les conditions de vie dans la zone du gazoduc ne sont pas aussi idylliques que le prétend Christophe de Margerie. "Nos actions socio-économiques et le climat qui règne dans la région de nos opérations demeurent la meilleure caution de notre engagement", affirme le directeur général de Total.

Christophe de Margerie oublie de préciser que si certains des villages de la zone ont tiré des programmes mis en place des bénéfices minimaux, ces bénéfices ne touchent pas l'ensemble des populations confrontées à la violence des bataillons de l'armée birmane affectés à la sécurité du gazoduc. La vie dans la région demeure ainsi si difficile que de nombreuses familles continuent chaque année à fuir vers la Thaïlande.

en écrivant que "le départ de Total" ne ferait qu'"appauvrir plus encore la population", Christophe de Margerie oublie à dessein de préciser que ni le gaz ni les revenus du gaz ne profitent à la population, à l'exception toutefois des bénéficiaires des projets sociaux. Le gaz part en Thaïlande et ses revenus dans les poches des généraux.

Christophe de Margerie précise par ailleurs que "Total ne peut pas seul changer le destin des Birmans. Que pourrait-il se passer si d'autres compagnies occidentales, soucieuses de leur responsabilité, venaient travailler dans le pays et décupler nos efforts?" Cet argument, celui de "l'engagement constructif", est celui qu'opposait Total à tous ceux qui critiquaient son choix d'investir en Birmanie - un choix qui était alors celui d'autres entreprises occidentales. La théorie de "l'engagement constructif" suppose que développer des relations économiques avec un régime peu respectueux des droits de l'homme entraînera des progrès dans le domaine des droits et libertés. Plus de quinze ans après la signature des contrats entre Total et la junte, cette théorie a été copieusement démentie par les faits.

Christophe de Margerie évoque en outre le risque qu'un retrait de Total, loin de couper la manne financière dont bénéficie le régime, entraîne une hausse de ses revenus. La question du maintien des actions socio-économiques mises en place par Total en cas de retrait du pétrolier est également posée.

C'est pourquoi sans doute Jane Birkin évoquait-elle dans sa tribune adressée au Monde le 27 mai 2009 l'éventualité d'une mise sous séquestre des revenus gaziers, une solution alternative au retrait, prévue par la charte de l'ONU. Le gouvernement birman en exil, par un courrier adressé le 10 octobre 2007 au président de la République et à son ministre des Affaires étrangères, demandait que soient "gelées ou abandonnées toutes les activités liées au gaz."

En tout état de cause il appartient à Total et à la France d'abord, à l'Union européenne ensuite, de trouver la solution la plus adéquate au "problème" posé par Total en Birmanie, pour reprendre une expression récemment employée par M. Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères français. Un problème qui se résume ainsi : la manne financière de première importance apportée par Total à l'une des pires dictatures de la planète.

INFO BIRMANIE 74, rue Notre Dame des Champs 75006 PARIS Tel : 01.46.33.41.62 email : [info\\_birmanie@yahoo.fr](mailto:info_birmanie@yahoo.fr)

-----